

## **Contre l'autoritarisme, pour une vraie politique sanitaire, Pas de trêve estivale !**

Depuis les annonces d'Emmanuel Macron le 12 juillet, la contestation des projets gouvernementaux, et notamment du pass sanitaire, ne faiblit pas. Il faut dire qu'une fois de plus, la Macronie a choisi le passage en force, avec toujours le même principe : contraindre plutôt que convaincre.

### **Logique dangereuse**

Ce pass sanitaire est une aberration. Exemple particulièrement significatif parmi bien d'autres, l'obligation de présenter un pass sanitaire attestant d'une vaccination complète, un test sérologique négatif ou un certificat médical de rétablissement du covid... pour toute personne se rendant dans un établissement sanitaire, social ou médico-social. Autrement dit, de potentielles privations de soins médicaux au nom d'arguments... de santé publique.

De plus, si à cette heure, le principe du licenciement d'un·e salarié·e sans pass sanitaire n'est plus d'actualité, on parle néanmoins de suspensions de salaires... et même d'une possibilité maintenue de licencier. Et si le gouvernement affirme que les vérifications d'identité ne seront pas systématiques, c'est pourtant la surveillance généralisée qui s'étend.

Enfin, à l'heure où l'hôpital manque cruellement de personnels et que la quatrième vague se développe, imagine-t-on que les soignant·es qui refuseront de se soumettre à l'obligation vaccinale seront interdits autoritairement d'exercer leur métier ?

### **Quand les héros deviennent des traîtres**

Il y a un an, les soignant·es étaient des « héros », que Macron voulait même faire défiler le 14 juillet... Aujourd'hui celles et ceux qui hésitent seraient coupables de faire circuler la maladie, menacés d'être privés de salaire puis d'emploi. Il y a un an, le pouvoir n'avait guère de scrupules sur les risques de contamination, quand il envoyait les soignant·es « au front », sans masques appropriés, avec des sacs poubelles faute de surblouses, et quand les directions hospitalières imposaient à celles et ceux qui étaient contaminés de reprendre le travail s'ils et elles n'avaient plus de symptômes.

En stigmatisant les hospitalier·es et, plus largement, les personnes réticentes au vaccin et/ou au pass sanitaire, l'exécutif espère détourner l'attention de ses propres responsabilités dans la remontée de l'épidémie et dans le délabrement d'un système hospitalier qui sera encore moins capable de faire face, faute de personnel et de moyens, à la 4e vague. Les promesses de moyens supplémentaires pour l'hôpital et les EHPAD sont restées du vent, les conditions de travail et d'accueil des patient·es continuent de se dégrader et le management autoritaire et répressif des directions a repris de plus belle, provoquant écœurement et démissions.

### **Démocratie sanitaire**

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, les dizaines de milliers de personnes qui se mobilisent ne sont pas une meute d'affreux réactionnaires anti-vaccins. Si l'on retrouve parmi les manifestant·es certaines franges de l'extrême droite et des adeptes des théories complotistes qui ne seront jamais nos alliés, la gauche sociale et politique ne peut rester l'arme au pied.

Répetons-le : la vaccination générale à l'échelle mondiale est le meilleur moyen de stopper la pandémie, la balance bénéfices-risques plaçant absolument en ce sens. Mais disons-le également : c'est par la levée des brevets et par des politiques sanitaires ambitieuses et associant la population que la pandémie sera vaincue, pas par la contrainte et l'extension de la surveillance. L'opposition à la nouvelle loi adoptée à l'assemblée, ainsi qu'aux mesures antisociales qui visent à faire payer la note de la crise au monde du travail, c'est ce que nous continuerons de défendre les semaines qui viennent, y compris en nous joignant, partout où il est possible de porter une telle politique, aux initiatives de mobilisation.

Le NPA65, Tarbes, le 29 juillet 2021



# ***l'Anti*capitaliste**